

Association des consommateurs et usagers communautaires de la Vath-Vielha
Maison des associations Place Marcadieu 64800 NAY

Commission particulière du débat public
OPTIMA n° 14699
Espace Multiburo

31689 TOULOUSE Cedex 6

Nay, le 29 Juillet 2005

Messieurs,

Notre association de consommateurs a été destinataire des documents relatifs au débat public sur le projet de ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse, ainsi que de l'invitation aux réunions publiques initiées sur plusieurs secteurs.

N'ayant pu participer à aucune d'entre elles, bien que cependant intéressés par ces questions, c'est donc par écrit que nous vous prions de trouver ci-après le fruit de notre réflexion collective au titre de contribution.

Celle-ci vous est livrée en tant qu'usagers potentiels du rail et d'association de défense de consommateurs dont la protection de l'environnement est un souci majeur, mais aussi en qualité de contribuables.

Nous voudrions vous dire tout d'abord que si nous sommes à priori favorables au développement et à l'amélioration des transports collectifs des personnes et des marchandises, c'est d'abord pour des raisons de sécurité, mais également pour une protection contre la pollution issue des gaz d'échappement du tout camion.

Nous sommes par contre réservés, eu égard au coût estimé des investissements réalisés sur une telle opération. La priorité donnée à un tel projet ne nous paraît pas évidente.

En effet, nous constatons que s'opère la fermeture de certaines lignes de frêt par réseau ferré de France, qu'est programmée pour la fin de l'année, la disparition de lignes telles que Quimper-Nantes-Bordeaux, Caen-Tours, que des gares dites secondaires sont fermées; que des arrêts dans d'autres gares ne sont plus marqués alors qu'assurés jusque là.

De même, le retard ou l'opposition à la réouverture de la ligne internationale Pau-Canfranc-Saragosse apparaît comme un non sens alors que sont affirmées par ailleurs des volontés de développer le ferroutage.

Concernant la ligne Pau-Canfranc-Saragosse le blocage semble reposer uniquement du côté français alors que la compagnie ibérique, RENFE, ainsi que les institutions espagnoles se sont engagées pour cette réouverture.

Le choix entre le ferroutage ou le tout camion qui se développe au détriment de la sécurité, notamment dans les tunnels, accompagné de la pollution qui détériore de magnifiques sites entraînant la destruction de la faune qu'ils contiennent, ne devrait à notre sens pas se poser.

Il nous semble que les priorités que nous venons d'énumérer répondent davantage à des besoins économiques, sociaux, écologiques et humains par rapport à des stratégies de prestige ou de rentabilité financière immédiate éventuelle, totalement opposées à la notion de service public des transports..

Nous sommes convaincus que des points de convergence peuvent être trouvés dans un tel débat pour favoriser un développement harmonieux du transport ferroviaire de notre pays en général et de nos régions en particulier, dans la mesure où l'essentiel devient la première des règles.

En espérant que notre participation à cette discussion trouvera une place dans ce débat, nous vous remercions de nous faire connaître ce qui aura été retenu par la commission.

Dans cette attente, nous vous prions de croire, Messieurs, en notre considération distinguée.

Pour l'association
Le Président

Henri PAGES


P.S. : Nous adressons pour information copie du présent courrier à:

- Président du Conseil Régional d'Aquitaine
- Président du Conseil Régional Midi Pyrénées
- Président du Conseil Général des P.A.
- CRELOC
- Syndicats des salariés de la SNCF et de réseau ferré de France. (CGT - CFDT - FO - CGC - CFTC - UNSA - SUD RAIL.)